



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS

Rue Goetlosquet
57620 Saint-Louis-Lès-Bitche

Références : SAINT-LOUIS-LES-BITCHE_CRISTALLERIES-DE-SAINT-LOUIS_2026-04-
28_RAPVI_GS_02866
Code AIOT : 0006201804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS implanté Rue Goetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS
- Rue Goetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche

- Code AIOT : 0006201804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie des cristalleries de Saint-Louis exploite à Saint-Louis-Lès-Bitche (57620) une cristallerie soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle est réglementée par l'arrêté préfectoral modifié DCAT/BEPE/N°2021-172 du 17 août 2021.

Le référentiel utilisé, pour cette visite, est l'arrêté préfectoral modifié du 17 août 2021 précité, l'arrêté préfectoral du 6 mars 2020 imposant une surveillance environnementale ainsi que le règlement (CE) n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la commission ainsi que la directive 76/769/CEE du conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la commission.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Bien que l'exploitant soit autorisé par arrêté préfectoral à utiliser du trioxyde d'arsenic pour sa coloration blanche du cristal, il ne dispose pas d'autorisation délivrée par la commission européenne, nécessaire depuis le 21 mai 2015, et a procédé à l'élimination de la totalité de son stock (voir constat n°1).

Toutefois, l'exploitant n'a pas définitivement renoncé à pouvoir utiliser le trioxyde d'arsenic et a entrepris la réalisation d'un argumentaire au titre du statut d'intermédiaire au sens du règlement REACH.

La visite a été l'occasion d'échanger sur les éléments à développer en vue d'un examen de cet argumentaire et notamment :

- la formule de la synthèse chimique pour visualiser comment le trioxyde d'arsenic est utilisé pour la création de la matrice verrière (voir le guide ECHA), et le cas échéant écarter le rôle d'agent de transformation. En effet, le trioxyde d'arsenic est utilisé pour créer du verre "blanc" [suivant la littérature sur le verre de Murano, le trioxyde d'arsenic était utilisé comme agent de raffinage lors du processus de fusion pour éliminer les bulles (95% de la production) et conférer au verre un effet particulier (5% de la production de verre blanc et opaque)] ;
- les conditions de la transformation de la matrice verrière en article (a priori pas de nouvelle transformation chimique mais un simple chauffage et une mise en forme) ;
- le cas échéant l'enregistrement de la substance (a priori non car utilisation de moins de 1 t/an) ;
- la mise en œuvre des conditions strictement contrôlées d'utilisation pour justifier du statut d'intermédiaire (voir le guide ECHA).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	incident d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2.5.1 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 06/03/2020, article 1 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	trioxyde d'arsenic	Règlement européen du 18/12/2006, article titre VII	Sans objet
3	autosurveillance des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a mis en évidence des faits non-conformes relatifs :

- aux mesures prises en réaction au rejet d'antimoine au milieu naturel ;
- à la surveillance environnementale du plomb.

Il est demandé à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection :

- la procédure formalisant la limitation de nettoyage d'un nombre réduit de caissons et sur une période échelonnée dans le temps ;
- les rapports de surveillance environnementale du plomb des campagnes hivernale 2022 (début 2022), estivale 2024 (fin 2024) et hivernale 2025 (début 2025), et le cas échéant d'informer l'inspection des non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : trioxyde d'arsenic

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article titre VII
Thème(s) : Produits chimiques, autorisation
Prescription contrôlée : Obligation d'autorisation pour l'utilisation de substances listées à l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 (REACH).
Constats : L'exploitant est autorisé par arrêté préfectoral à utiliser du trioxyde d'arsenic pour sa coloration blanche du cristal.

Le trioxyde d'arsenic, n° CAS: 1327-53-3, cancérogène de catégorie 1A est listé à l'annexe XIV - liste des substances soumises à autorisation du règlement n° 1907/2006 du 18 décembre 2006. A partir du 21 mai 2015, la mise sur le marché et l'utilisation de la substance sont interdites sans autorisation délivrée par la commission européenne à l'utilisateur ou au metteur sur le marché, pour une ou plusieurs utilisations définies.

Lors de la visite du 23 juin 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant utilisait le trioxyde d'arsenic sans autorisation de la commission européenne.

Par courriel du 8 octobre 2025 l'exploitant a justifié de l'élimination de la totalité de son stock de trioxyde d'arsenic, soit 34,1 kg sur la base de son inventaire de juin 2025.

Lors de la présente visite, l'inspection ne constate pas de non-conformité : l'exploitant ne dispose plus de stock de trioxyde d'arsenic.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : incident d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 2.5.1 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, santé / environnement - rejets aqueux

Prescription contrôlée :

[...] sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de [...] l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. [...]

Constats :

Par courriel du 18 juillet 2025, l'exploitant a adressé à l'inspection une fiche de notification d'incident faisant suite à un dépassement (316 µg/l pour une VLE de 300 µg/l) du paramètre antimoine constaté dans ses rejets d'eaux à réception du rapport trimestriel de mesures d'Eurofins du 4 juillet 2025 (intervention du 3 juin 2025).

L'exploitant :

- indique que l'origine de ce dépassement est une opération de nettoyage exceptionnelle de plusieurs caissons de matières premières de composition de cristal réalisée du 2 au 4 juin 2025 et liée à une suspicion de permutation entre des caissons destinés au cristal et des caissons destinés au cristal sans plomb. Cela a conduit à un déversement plus important de composants chimiques dont l'antimoine dans le système de filtration (la mesure du 3 juin 2025 correspond au temps de traversée de la station de traitement des eaux avant rejet dans le milieu naturel) ;
- a déterminé sur la base des volumes évacués les 2, 3 et 4 juin 2025 la quantité maximale d'antimoine ayant pu être évacuée pendant la durée de l'événement (0,026 kg) avec un flux relatif de 7,4 g/j le jour du prélèvement comparé au flux autorisé de 22 g/j ;
- a mis en place une mesure systématique de la valeur antimoine pour l'ensemble des nouvelles analyses hebdomadaires de la qualité des eaux rejetées jusqu'à nouvel ordre afin de s'assurer de

l'absence d'effet d'accumulation possible dans les canalisations et conduites de rejet ;

- indique ne pas avoir identifié de risque de générer une concentration trop élevée d'antimoine pour ce type d'opération, et qu'une consigne a été adressée à tous les opérateurs concernés et va faire l'objet d'une formalisation écrite pour limiter les nettoyages de ce type à un nombre réduit de caissons et sur une période échelonnée dans le temps ;
- indique qu'à l'occasion des opérations de maintenance réalisées durant la fermeture estivale qui s'étendra du 18 juillet au 17 août 2025, il procèdera aux interventions annuelles d'hydrocurage et de pompage de tous les décanteurs, regards et réservoirs.

Lors de la présente visite, l'exploitant :

- présente les résultats des mesures hebdomadaires d'antimoine. L'exploitant indique par ailleurs rechercher une alternative permettant un traitement en amont de l'antimoine, à la source (rencontres de bureaux d'études en mars 2026).

L'inspection constate une augmentation de la concentration jusqu'à près de 475 µg/l vers le 18 juillet puis un 2ème pic à 400 µg/l vers le 9 août, avant une diminution sous la VLE de 300 µg/l (l'opération de nettoyage des décanteurs et le pompage des boues de décantation ont été réalisés les 7 et 8 août ; les justificatifs / BSDD ont été transmis post-inspection par courriel du 8 avril 2026). Les mesures hebdomadaires ont été poursuivies jusqu'à la fin d'année 2025 puis tous les 15 jours depuis début 2026 ;

- présente la procédure de nettoyage caissons. L'exploitant indique qu'une consigne a été adressée à tous les opérateurs concernés et va faire l'objet d'une formalisation écrite pour limiter les nettoyages de ce type à un nombre réduit de caissons et sur une période échelonnée dans le temps.

L'inspection constate que la procédure, transmise post-inspection par courriel du 8 avril 2026, ne formalise pas à ce stade de limitation de nettoyage d'un nombre réduit de caissons et sur une période échelonnée dans le temps.

L'exploitant partagera utilement les résultats de sa recherche de solution alternative permettant un traitement à la source de l'antimoine.

Enfin, l'inspection considère que l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 relatif aux eaux de process autorisées à être rejetées au milieu naturel n'est pas suffisamment explicite et proposera dans un rapport distinct de préciser la nature de ces eaux de process et leur exutoire (le rejet au milieu naturel a fait l'objet d'une évaluation de sa compatibilité avec l'état de la masse d'eau) :

- atelier composition : eaux de rinçage des équipements entre deux recettes ;
- décalottage : eaux de coupe laser et scie à eau
- four : eaux de refroidissement de certains équipements des fours (porte électrode) et du circuit calcin ;
- taillerie : eaux de refroidissement ;
- neutralisation : eaux de neutralisation de la taillerie (les effluents acides sont neutralisés par du lait de chaux, dans un premier temps pour remonter le pH, puis par de la lessive de soude à 30 %, les boues de floculation passent alors par un filtre presse) ;
- lavage : eaux de lavage des pièces.

Depuis le plan d'action de l'exploitant (transmis par courrier du 19 septembre 2017) faisant suite à l'arrêté préfectoral du 11 février 2016 et aux recommandations de l'étude technico-économique de réduction des émissions de plomb dans les rejets aqueux, les eaux de nettoyage des ateliers

taillerie et composition (laveuses) sont évacuées en tant que déchets liquides dans des installations autorisées à les recevoir.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection la procédure formalisant la limitation de nettoyage d'un nombre réduit de caissons et sur une période échelonnée dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : autosurveillance des rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)
Thème(s) : Risques chroniques, santé / environnement - rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 4.3.4</u> - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes à l'établissement Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents issus des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants : <i>tableau non reproduit : rejet 3 (eaux de process : atelier composition, décalottage, fours taillerie, lavage, neutralisation ; eaux pluviales : parc à calcins et parc des pots usagés) : débit maximal journalier 60 m³/jour ; débit moyen mensuel 40 m³/jour [...]</i> <u>Article 4.3.4.5</u> - Eaux usées industrielles et eaux pluviales provenant du parc à calcin et du parc des pots usagés L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (<i>tableau relatif au rejet 3 vers le Muehlgraben non reproduit</i>). [...]
<u>Article 9.8</u> - Transmission des résultats de l'autosurveillance Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes). [...]
Constats :

Lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné les résultats du rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur des mois de juin 2025 à janvier 2026 disponibles sur le site GIDAF et constate un débit de rejet dépassé ($80,77 \text{ m}^3/\text{j}$ pour une VLE de $60 \text{ m}^3/\text{j}$) le 11 septembre 2025.

L'exploitant justifie ce dépassement par un épisode pluvial très localisé sur le secteur : sa station de traitement des eaux collectant les eaux pluviales au niveau des décanteurs et des bassins filtrants, une pluie importante a généré un volume d'eau en rejet plus conséquent. L'exploitant présente le relevé du site internet Infoclimat relatant un volume important de précipitations très localisées.

Concernant l'épisode de dépassement de la concentration de rejet d'antimoine (voir constat n°2), l'inspection considère que les résultats des prélèvements supplémentaires (mesures hebdomadaires jusqu'à décembre 2025 et mesures tous les 15 jours depuis début 2026) auraient utilement pu être consignés sur le site GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2020, article 1 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, santé environnement / air - plomb (poussières et retombées de poussières)

Prescription contrôlée :

Article 1.1 Points de prélèvements et mesures à réaliser

Les points de prélèvement et mesures à réaliser sont précisés dans les tableaux suivants :

ndlr : tableau non reproduit ; l'exploitant réalise la mesure du paramètre plomb sur des prélèvements PM10 et retombées atmosphériques, à raison de 2 campagnes par an (une campagne en période estivale et une campagne en période hivernale, lorsque les conditions de fonctionnement des installations de la cristallerie sont représentatives des conditions normales de fonctionnement) sur les durées suivantes pour les PM10 (14 jours minimum et 28 jours \pm 2 jours dans le cas où la valeur de $0,5 \mu \text{g}/\text{m}^3$ est dépassée) et retombées (30 jours \pm 2 jours), sur les stations de suivi n°1, 3, 6', 7 et 4 (témoin).

Article 1.2. Modalités de surveillance

L'exploitant s'assure que les prélèvements dans l'air respectent les préconisations du guide INERIS de surveillance dans l'air autour des installations classées - novembre 2016.

Il s'assure également de la bonne répartition sur l'année des campagnes de mesures pour être représentatives des diverses conditions climatiques et activités anthropiques.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Les rapports d'analyse mentionnent en ce qui concerne les matrices investiguées les taux

d'exposition sous les vents provenant de l'usine.

Les résultats sont interprétés et commentés par l'exploitant sur la base des valeurs réglementaires (notamment fixées à l'article R. 221-1 du Code de l'Environnement), des valeurs de référence ou des valeurs de bruit de fond actualisées.

[...]

Article 1.3. Transmission des résultats de la surveillance environnementale

Les bilans des mesures réalisées à transmettre deux mois après la fin de chaque campagne à l'Inspection des Installations Classées contiennent les informations suivantes :

- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- la durée de chaque prélèvement ;
- les conditions météorologiques pendant les prélèvements et, pour chaque point de mesure, les taux d'exposition sous les vents de la cristallerie ;
- les conditions de fonctionnement de la cristallerie pendant les prélèvements ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance opérées en application des arrêtés en vigueur ;
- une interprétation des résultats.

Constats :

L'inspection rappelle qu'elle ne dispose que des résultats des campagnes de août-septembre 2020, janvier-février 2021 et août-septembre 2021. Sur les 3 campagnes réalisées, les résultats de plomb dans les 2 matrices (PM10 et retombées de poussières) sont faibles et ne témoignent pas d'un impact significatif de la cristallerie sur son environnement proche.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente les résultats des campagnes suivantes (concluant également à des résultats de plomb faibles dans les 2 matrices) et transmet les rapports post-inspection par courriel du 8 avril 2026.

L'inspection rappelle que les bilans sont à transmettre après la fin de chaque campagne.

A l'examen des rapports transmis, l'inspection constate qu'il manque les rapports de surveillance environnementale des campagnes hivernale 2022 (début 2022), estivale 2024 (fin 2024) et hivernale 2025 (début 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection les rapports de surveillance environnementale des campagnes hivernale 2022 (début 2022), estivale 2024 (fin 2024) et de transmettre le rapport de la campagne hivernale 2025 (début 2025) et estivale 2025, et le cas échéant d'informer l'inspection des non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

